

TENDANCES MONDIALES DE L'EMPLOI

JANVIER 2003

Tendances mondiales de l'emploi

Vue d'ensemble

Détérioration de la situation de l'emploi

Deux années de ralentissement économique ont entraîné une détérioration de la situation de l'emploi dans le monde. Les perspectives de reprise étant incertaines, il y a peu de chances que l'emploi se redresse en 2003.

Selon les estimations du BIT, le nombre de chômeurs s'est accru de 20 millions depuis le début de 2001 et devait atteindre quelque 180 millions à la fin de 2002. Cette hausse a été la plus forte parmi les femmes qui, souvent, se trouvent dans des secteurs particulièrement vulnérables aux chocs économiques. Par ailleurs, de plus en plus, les jeunes qui entrent sur le marché du travail ne trouvent pas d'emploi. Leur taux de chômage, qui avait baissé à la fin des années quatre-vingt-dix, a donc augmenté.

En même temps, la situation économique difficile a poussé davantage de gens vers le secteur informel, particulièrement dans les pays qui ne disposent pas de systèmes d'assurance chômage développés. L'expansion de l'économie informelle, où beaucoup d'emplois sont précaires et mal rémunérés, se traduit habituellement par une augmentation du nombre de travailleurs pauvres. Cette évolution, avec la hausse de la pauvreté que le ralentissement des taux de croissance entraîne généralement, laisse présager que les progrès qui avaient été réalisés dans la réduction de la pauvreté à la fin des années quatre-vingt-dix seront réduits à néant. D'après le BIT, il est probable que, à la fin de 2002, le nombre de travailleurs pauvres sera revenu à 550 millions, soit le chiffre qui avait été enregistré en 1998. Si cette tendance devait se poursuivre, elle mettrait en péril les Objectifs de développement de l'ONU pour le Millénaire, à savoir réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015.

La hausse du chômage, qui va de pair avec un nombre élevé de travailleurs pauvres, indique que, partout dans le monde, les problèmes d'emploi sont répandus. Alors que, depuis 2000, c'est dans les pays industrialisés que la hausse du chômage ouvert a été la plus accentuée, le nombre de chômeurs a également augmenté dans une grande partie du monde en développement (tableau 1). A la différence du passé, dans les pays en développement, l'économie informelle n'a pas pu absorber tous ceux qui ne pouvaient pas trouver un emploi formel.

Le chômage a commencé à s'accroître peu de temps après l'éclatement, au printemps 2001, de la bulle spéculative des technologies de l'information et de la communication, lequel a provoqué un ralentissement économique. Cette situation a conduit, partout dans le monde, à une baisse brutale de l'emploi dans ce secteur. Les attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington DC ont accentué les effets du ralentissement. Les secteurs des voyages et du tourisme ont été durement touchés – les pertes d'emplois s'y élèveraient à 10,5 millions (Conseil mondial du tourisme et des voyages, 2002).

Parallèlement, le ralentissement de la croissance des pays industrialisés a conduit dans les pays en développement à des pertes d'emplois dans les secteurs tournés vers l'exportation. Les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, par exemple celui de l'habillement, ont été les plus durement frappés. Les femmes, qui sont plus susceptibles de travailler dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tournés vers l'exportation, ont subi davantage de recul de l'emploi.

Tableau 1. Taux de chômage par région, 2000-2002

	2000	2001	2002*
Asie et Pacifique	3,8	4,1	4,2
Asie de l'Est	3,2	3,6	4,0
Asie du Sud-Est	6,0	6,8	6,5
Asie du Sud	3,4	3,5	3,4
Pays industrialisés	6,1	6,4	6,9
Amérique latine et Caraïbes ¹	9,7	9,6	9,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	17,9	18,9	18,0
Afrique subsaharienne	13,7	14,0*	14,4
Economies en transition	13,5	12,6	13,5

Les chiffres agrégés peuvent varier suivant les méthodes d'agrégation utilisées (voir Panorama Laboral 2002).

* Projection.

¹ Chômage ouvert en milieu urbain.

Sources: Estimations et projections établies à partir de données du BIT et de la méthode élaborée dans Berger et Harasty (2002); pour les pays industrialisés, OCDE (2002); pour les économies en transition, CEE-ONU (2002).

De plus, la baisse de confiance des investisseurs a mis dramatiquement en évidence la fragilité financière des pays de plusieurs régions et, en raison des crises qui ont suivi, beaucoup de gens ont perdu leur emploi. En Argentine, par exemple, le chômage a dépassé les 20 pour cent en 2002 et la crise a eu des répercussions sur les pays voisins.

Ces deux dernières années, les conflits armés et la violence ont également contribué à la hausse du chômage et de la pauvreté dans des pays aussi éloignés les uns des autres que la Colombie et le Népal. Au Moyen-Orient, le chômage a augmenté vertigineusement dans la Rive occidentale et la bande de Gaza, tandis que la récession s'est poursuivie en Israël.

Tableau 2. Croissance économique et projections, 2000-2003 (évolution annuelle en pourcentage)

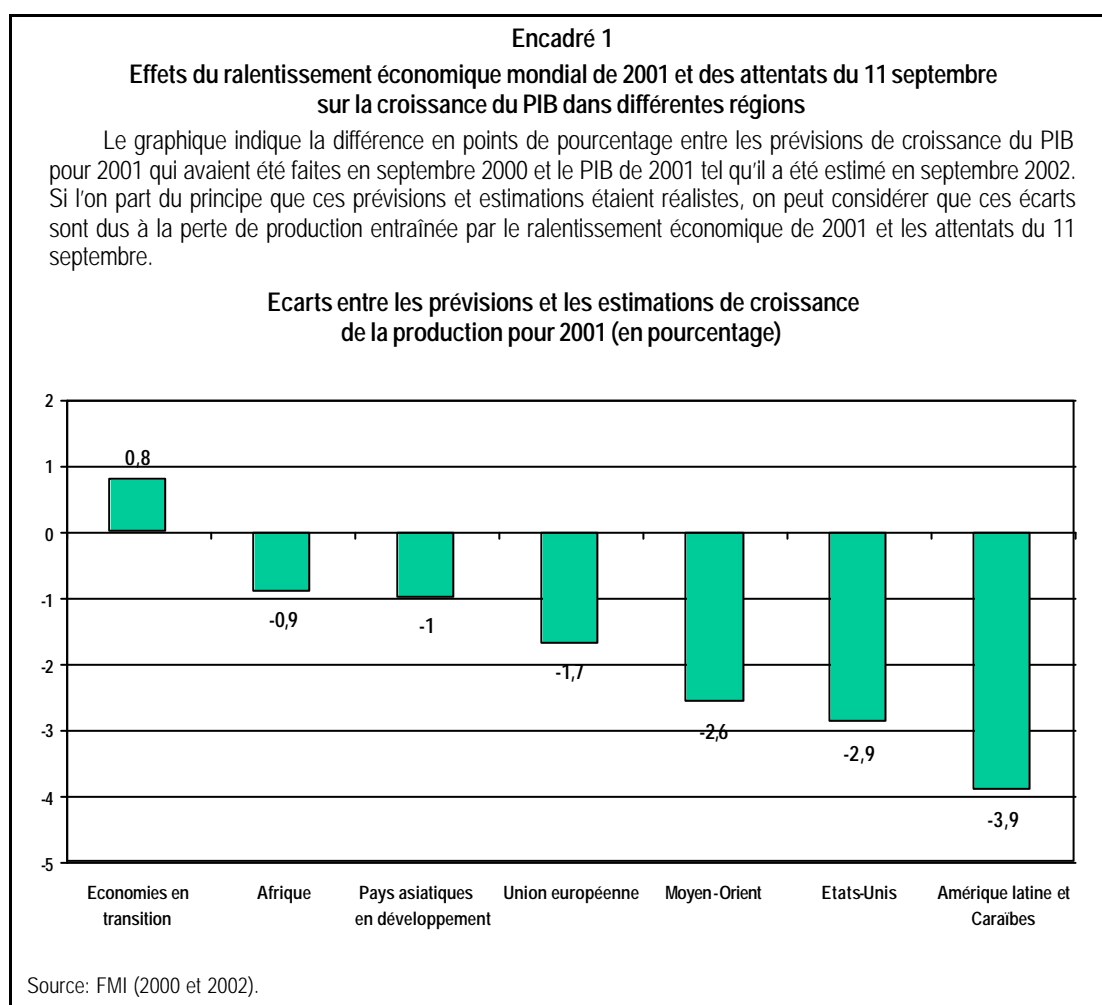
	2000	2001	Projections actuelles (septembre 2002)	
			2002	2003
Production mondiale	4,7	2,2	2,8	3,7
Economies en transition	6,6	5,0	3,9	4,5
Europe centrale et de l'Est	3,8	3,0	2,7	3,8
Communauté d'Etats indépendants et Mongolie	8,4	6,3	4,6	4,9
Fédération de Russie	9,0	5,0	4,4	4,9
Pays en développement	5,7	3,9	4,2	5,2
Afrique	3,0	3,5	3,1	4,2
Pays asiatiques en développement	6,7	5,6	6,1	6,3
Amérique latine et Caraïbes	4,0	0,6	-0,6	3,0
Moyen-Orient et Turquie	6,1	1,5	3,6	4,7
Chine	8,0	7,3	7,5	7,2
Inde	5,4	4,1	5,0	5,7
Pays industrialisés	3,8	0,8	1,7	2,5

Source: FMI (2002).

On prévoyait pour 2002 une hausse moyenne de 2,8 pour cent du produit intérieur brut mondial, soit seulement un demi-point de pourcentage de plus qu'en 2001, alors que ce taux avait été de 4,7 pour cent en 2000 (tableau 2). La croissance modeste aux Etats-Unis, le faible rythme de la reprise dans l'Union européenne et la récession au Japon entravent tout redressement dans le monde en développement. Etant donné la fragilité de la reprise dans les pays industrialisés, il est improbable que les exportations soient l'année prochaine le principal facteur de croissance dans le monde en développement. On ne peut guère s'attendre à ce que la situation de l'emploi s'améliore à court terme dans les pays où une grande proportion de la main-d'œuvre travaille pour l'exportation.

Tendances régionales

Le ralentissement économique mondial et les événements qui ont suivi le 11 septembre n'ont pas eu les mêmes incidences partout dans le monde mais, dans toutes les régions, le chômage s'est accru par rapport à 2000 (tableau 1). En ce qui concerne la croissance de la production, **l'Amérique latine et les Caraïbes** ont été les plus affectées par la baisse de l'activité économique mondiale en 2001 (encadré 1). La croissance y est tombée à 0,6 pour cent en 2001 et on prévoyait pour 2002 un taux de -0,6 pour cent. Le taux de chômage s'est accru dans presque toute cette région pour atteindre près de 10 pour cent en 2002. Pourtant, moins de personnes sont entrées sur le marché du travail. L'une des principales difficultés de la région est le chômage des jeunes qui s'est élevé à 16 pour cent en 2001, contre 12 pour cent en 1997. Qui plus est, presque tous les emplois occupés par des jeunes sont créés dans l'économie informelle.



L'Asie a principalement souffert de la forte récession du secteur des technologies de l'information et de la communication, laquelle a eu pour effet de réduire les exportations vers les pays industrialisés. Alors qu'elle commençait à se remettre pleinement de la crise financière de 1997, l'**Asie du Sud-Est** a été confrontée à la récession de 2001. Toutefois, les résultats des différents pays de cette région ont été très différents. L'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, qui dépendent beaucoup du commerce, ont souffert de leur exposition à la conjoncture économique mondiale. En revanche, le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam ont maintenu des taux de croissance élevés. Le Cambodge et le Viet Nam ont bénéficié d'un meilleur accès aux marchés des économies industrielles, tandis que le secteur agricole s'est également bien comporté au Cambodge et dans la République démocratique populaire lao. Le chômage, qui n'était pas redescendu à son niveau antérieur à la crise de 1997, s'est accru en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande. Les progrès qui avaient été récemment accomplis dans la réduction de la pauvreté ont été partiellement annulés, en particulier dans les pays ayant enregistré des taux de croissance plus faibles.

En 2001-02, la croissance de la production en **Asie de l'Est** a été nettement plus faible qu'en 2000 et la situation de l'emploi s'est détériorée. Fait marquant: l'apparition du chômage ouvert, comme le montre la hausse du chômage des jeunes, lequel représente un peu plus de 22 pour cent du taux de chômage global dans la République de Corée et plus de 37 pour cent de ce taux en Mongolie. Bien qu'une grande proportion des jeunes chômeurs de la région soit très qualifiée, leurs compétences ne correspondent pas aux besoins du marché du travail. En Chine, le taux de chômage officiel a été de 3,6 pour cent en 2001 mais, selon des estimations récentes, il pourrait s'élever actuellement à 7,5 pour cent, à cause du fort taux de sous-emploi dans l'agriculture et du fait que l'on ne maintient plus, comme c'était la pratique, les effectifs en surnombre dans les entreprises publiques.

Les économies de l'**Asie du Sud** ont tenu bon face aux difficultés économiques survenues en 2001-02 à l'échelle mondiale. Mais les préoccupations en matière de sécurité, les mauvaises conditions météorologiques, le fléchissement des exportations et la baisse des recettes du tourisme ont fait que la situation de l'emploi a empiré. La pauvreté et le nombre de travailleurs pauvres se sont accrus. Le taux de chômage dans la région est passé de 2,9 pour cent en 1995 à 3,4 pour cent en 2002. Il semble aussi que la difficile situation de l'emploi, en 2001 et en 2002, soit plus liée au fait que davantage de personnes travaillent dans l'économie informelle, où les revenus sont faibles et les conditions de travail mauvaises, qu'à une forte hausse des taux de chômage. Le travail des enfants et la traite de personnes restent très préoccupants dans l'ensemble de l'Asie.

L'**Afrique subsaharienne** a pu maintenir un taux de croissance économique relativement constant (tableau 2) mais, rapporté au nombre d'habitants, ce taux est souvent inférieur à 1 pour cent. Cette région ayant connu sa pire crise alimentaire de la décennie, il faudra peut-être revoir les estimations qui avaient été réalisées pour 2002. Le taux de chômage ouvert est passé de 13,7 pour cent en 2000 à 14,4 pour cent en 2002 (tableau 1). Par ailleurs, la fuite des cerveaux, qui prive le continent du capital humain dont elle a grandement besoin, est une question de plus en plus importante. Ce phénomène est lié au grave problème du chômage et du sous-emploi des jeunes, en dépit de l'amélioration du niveau d'instruction. La situation sanitaire a de lourdes conséquences pour le capital humain. A titre d'exemple, il ressort d'une récente étude sur la République-Unie de Tanzanie que l'épidémie du VIH/SIDA est en train de modifier la structure des âges de la population active. La proportion des 10-19 ans s'est accrue en 2000-01 par rapport à la décennie précédente, tandis que celle des 20-35 ans, à savoir le groupe d'âge d'activité maximale, a diminué (Arndt et coll., 2002).

Ces deux dernières années, le **Moyen-Orient et l'Afrique du Nord** ont connu une dégradation de la situation économique globale. Le taux de croissance du PIB est tombé de 6 pour cent en 2000 à 1,5 pour cent en 2001 (tableau 2). Par rapport à d'autres régions en

développement, la proportion de l'emploi public dans la population active et celle des salaires de la fonction publique dans le PIB y sont les plus élevées. De même, la production économique du secteur public y est la plus importante. Cela étant, les réformes lancées pendant les années quatre-vingt-dix ont permis de commencer à réduire la taille de ce secteur. Mais les licenciements et les compressions d'effectifs qui en ont résulté ont fait augmenter le chômage, lequel a enregistré des taux à deux chiffres (tableau 1). Par ailleurs, de plus en plus, les pays du Golfe prennent des mesures pour remplacer les travailleurs migrants par leurs nationaux. Cette évolution peut avoir de lourdes conséquences sur l'emploi et sur les transferts de fonds dans les pays qui fournissent de la main-d'œuvre. Etant donné le taux très élevé de croissance démographique, l'emploi des jeunes est la principale difficulté de la région.

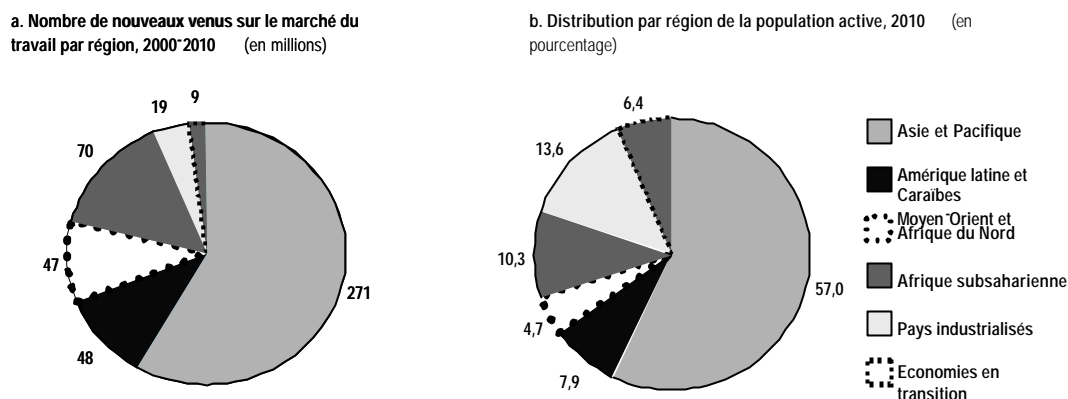
Dans les **économies en transition**, malgré le redressement économique et les taux élevés de croissance qui y ont été enregistrés en 2000 et en 2001, le chômage augmente de nouveau: pour devenir compétitives, les entreprises abandonnent les technologies à forte intensité de main-d'œuvre et ne conservent plus leurs effectifs excédentaires. Dans le même temps, les gouvernements suppriment des emplois dans le secteur public. Cette catégorie de pays est la seule où l'emploi ait baissé entre 1995 et 2000. L'accélération des changements structurels, dans l'optique de l'accession à l'Union européenne, a aussi eu pour effet d'accroître le chômage dans les pays candidats.

Des perspectives d'emploi incertaines

En 2010, près de 60 pour cent de la population active mondiale se trouvera en Asie – plus d'un quart en Chine – et sa proportion dans les autres régions en développement (Afrique subsaharienne, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Amérique latine et Caraïbes) s'accroîtra. En revanche, la part des pays industrialisés et des économies en transition dans la population active mondiale diminuera pour en représenter environ un cinquième (figure 1b). Comme le montre la figure 1a, c'est en Asie (60 pour cent) et en Afrique subsaharienne (15 pour cent) qu'il faudra créer d'ici là la plus grande partie des emplois nécessaires.

Il faudra environ 400 millions d'emplois au cours des huit prochaines années pour absorber les nouveaux venus sur le marché du travail à l'échelle mondiale. Mais, pour que ces emplois contribuent à atténuer la pauvreté, ils doivent être productifs et décents. Dans le cas contraire, ils n'auront pour effet que d'augmenter le nombre de travailleurs pauvres. D'ici à la fin de la décennie, pour absorber tous les nouveaux venus sur le marché du travail et pour faire baisser significativement le nombre de travailleurs pauvres, il faudra créer environ un milliard d'emplois. Voilà le défi qui se pose. Il faudra à la fois une croissance économique plus rapide et des politiques pour promouvoir la création d'emplois décents et productifs.

Figure 1



En ce qui concerne la croissance mondiale, les perspectives sont très incertaines. Si en **Asie** la plupart des économies donnent des signes de redressement, certains éléments continuent d'empêcher une véritable reprise. Etant donné que la plupart des pays asiatiques importent du pétrole, la faiblesse des cours du pétrole en 2001 avait favorisé le redressement économique. Or la hausse récente des cours a freiné cet élan. De plus, la persistance des difficultés économiques du Japon a un impact sur la région et la montée récente du chômage dans la plupart de l'Asie risque de freiner la reprise des dépenses des ménages. Néanmoins, on prévoit pour les pays asiatiques en développement une croissance économique de 6,3 pour cent en 2003, contre 5,6 pour cent en 2001 (tableau 2). Ces prévisions de croissance du PIB semblent optimistes si l'on considère que le redressement économique aux Etats-Unis est incertain. Cela dit, même si la croissance est plus faible que prévu, le taux de chômage ouvert et de pauvreté dans l'Asie de l'Est et du Sud-Est pourrait baisser de moitié en 2010 par rapport à 1998. Comme il est indiqué dans l'encadré 2, un taux de croissance de 3 pour cent par habitant, qui équivaut à un taux de croissance du PIB de 4 pour cent, pourrait suffire. En Asie du Sud, cette perspective est plus difficile. En effet, pour parvenir aux mêmes résultats, il faudrait dans la sous-région un taux de croissance double de celui des années quatre-vingt-dix.

La **Chine**, qui représente un quart de la population active mondiale, est un élément majeur de l'évolution de l'emploi dans le monde. Un marché du travail plus efficace ouvrirait des perspectives d'emploi, en particulier dans le secteur des services qui n'est pas assez développé. Toutefois, il est urgent de restructurer les entreprises publiques et l'agriculture et de réformer le système financier, de façon à cesser de subventionner les unités déficitaires. A n'en pas douter, la Chine continuera d'attirer des investissements étrangers directs considérables, investissements visant tant le marché intérieur que les exportations vers le reste de l'Asie. Par ailleurs, nombre des pays de la région voient dans la Chine un marché important pour leurs exportations, ce qui leur permettrait de moins dépendre de la faible croissance des pays industrialisés.

L'**Amérique latine et les Caraïbes** ont eu des résultats économiques médiocres en 2002 et l'Argentine a freiné l'expansion dans toute la région. Les mesures d'ajustement prises en Amérique latine ne semblent pas avoir permis de relancer la croissance et ont eu tendance à affaiblir l'emploi. La dépendance vis-à-vis du marché des Etats-Unis s'est accrue. Beaucoup de pays latino-américains restent vulnérables aux perturbations financières et ne parviennent pas à redresser les déficits de leurs balances des paiements aussi vite que beaucoup de pays asiatiques l'ont fait après la crise de 1997. Selon les prévisions, le PIB devait baisser en 2002 mais s'accroître de 3 pour cent en 2003, à condition que les Etats-Unis échappent à la récession (tableau 2). Toutefois, même si cette prévision optimiste s'avérait, cela ne suffirait pas à améliorer significativement la situation de l'emploi dans la région. Il faudrait un taux de croissance d'au moins 4,5 pour cent,

pendant cinq à dix ans, pour réduire de moitié le taux de chômage et la proportion de travailleurs pauvres. L'avenir est donc morose: l'économie informelle et le nombre de travailleurs pauvres continueront de s'accroître dans un proche avenir. Pour que la région soit plus compétitive, elle devra être plus productive. A court terme du moins, cela pourrait entraver la croissance de l'emploi.

En **Afrique du Nord et au Moyen-Orient**, les perspectives sont maussades. Les cours du pétrole sont relativement hauts mais les préoccupations persistantes en matière de sécurité nuisent tant aux investissements qu'au tourisme. Le FMI prévoit un taux de croissance du PIB de 4,7 pour cent en 2003. Dans le cas où ce taux serait atteint puis maintenu, il pourrait se traduire par une amélioration de la situation de l'emploi, ce qui permettrait à la région de réduire de moitié son taux de chômage et la proportion de travailleurs pauvres. Mais la plupart des pays n'ont pas encore réussi à passer à une économie de marché pleine et la restructuration du secteur public, compte tenu de la forte croissance démographique, pose des problèmes d'emploi considérables. Dans les pays du Golfe, le remplacement par des nationaux de la main-d'œuvre étrangère porte préjudice aux travailleurs originaires d'autres pays de la région, et aura de lourdes conséquences sur l'emploi et les transferts de fonds dans ces pays.

Encadré 2

Réduire la proportion de travailleurs pauvres

Le BIT a estimé le taux de croissance de la production qu'il faudrait pour réduire de moitié, d'ici à 2010, le taux de chômage et la proportion de travailleurs pauvres. Pour créer assez d'emplois et atteindre cet objectif, le taux de croissance mondial par habitant devra être de plus de 2 pour cent et, à l'échelle régionale, de 3 à 6 pour cent

Taux de croissance du PIB par habitant

	1990-1999		1998-2010 (projections)	
	Taux enregistrés	Taux nécessaires pour réduire de moitié le taux de chômage (la proportion de travailleurs pauvres restant constante)	Taux nécessaires pour réduire de moitié le taux de chômage et la proportion de travailleurs pauvres	
Amérique latine et Caraïbes	1,5	1,8	2,8	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0,9	2,9	3,0	
Asie du Sud	3,3	2,2	6,3	
Asie de l'Est et Asie du Sud-Est*	3,3	2,1	3,0	
Chine	8,9	2,8	5,9	
Afrique subsaharienne	-0,3	0,1	2,8	
Monde	1,0	1,0	2,2	

* A l'exception de la Chine.

Source Berger et Harasty (2002).

Les **économies en transition** devraient continuer d'attirer des investissements étrangers; une forte demande intérieure devrait se maintenir. La croissance devrait s'accroître pour atteindre 4,5 pour cent en 2003 (tableau 2). Une fois que la transition aura été menée à bien et que les niveaux de revenu auront rejoint ceux de l'Europe occidentale, les perspectives d'emploi devraient s'améliorer. Mais, pour faire face au chômage

structurel qui est profondément ancré, la croissance devra aller de pair avec des politiques ciblées.

Cela étant, la faible croissance des **pays industrialisés** nuit inévitablement aux exportations de tous les autres pays et, au minimum, elle se traduit par une concurrence plus forte et par une pression accrue sur les salaires et les conditions de travail. L'offre excédentaire a fait baisser les prix de beaucoup de matières premières. La faible demande risque maintenant de faire baisser davantage les prix, entraînant ainsi dans les zones rurales des pays en développement des pertes de revenu considérables. Aux Etats-Unis, les dépenses des ménages restent élevées en partie à cause de la cherté des biens immobiliers. Toutefois, il pourrait s'avérer que l'orientation à la hausse du marché immobilier soit en définitive une autre bulle spéculative qui, si elle se dégonflait, pourrait accentuer le ralentissement. Au Japon, on craint une spirale déflationniste qui pourrait faire baisser la croissance et l'emploi. Si c'était le cas, les Etats-Unis et l'Union européenne ne seraient pas épargnés.

Déterminer et assurer la reprise

La détérioration de la situation de l'emploi dans le monde et le risque qu'une reprise faible ou tardive fasse augmenter le chômage, le sous-emploi et le nombre de travailleurs pauvres, sont préoccupants. Si l'évolution des deux dernières années devait se poursuivre, elle irait à l'encontre de l'initiative lancée à l'échelle mondiale pour réduire de moitié, d'ici à 2015, le taux d'extrême pauvreté. Si ce ralentissement devait déboucher sur une véritable récession, les conséquences pour la stabilité sociale et politique de vastes régions du monde seraient graves. En outre, plus de chômage et de pauvreté pèsera lourdement sur les budgets publics et, par conséquent, ira à l'encontre des efforts déployés pour stabiliser la fragile situation financière de beaucoup de pays. Les décideurs devraient se concentrer sur des mesures destinées à assurer et à étendre la reprise et veiller à ce qu'une croissance plus forte permette de maximiser le nombre de possibilités de travail décent.

Pour l'Asie, le maintien du taux de croissance en Chine est un facteur essentiel de reprise. La croissance de la Chine sera de plus en plus une source de demande pour beaucoup de pays asiatiques qui ne se sont pas encore pleinement remis des conséquences pour l'emploi de la crise financière des années quatre-vingt-dix. Or, même si l'économie chinoise est devenue remarquable, ses problèmes de chômage et de sous-emploi s'accroissent. Ils résultent des changements structurels énormes que ce pays effectue pour passer à un système axé sur le marché et à une économie industrielle urbaine et de services, et qui ont entraîné une baisse de l'emploi dans les entreprises publiques et l'agriculture. Compter sur la Chine pour qu'elle joue le rôle d'une locomotive économique régionale, alors qu'elle doit supporter la lourde charge sociale que comportent les considérables réformes intérieures qu'elle mène, constitue un risque stratégique considérable.

Remédier à la pire récession des deux dernières décennies en Amérique latine, à la croissance vacillante de l'Afrique subsaharienne et au chômage répandu en Afrique du Nord et au Moyen-Orient est un enjeu mondial. Il faut des programmes d'assistance internationale de grande envergure pour accroître l'accès aux marchés des pays développés et pour diminuer la dette extérieure et le service de la dette, de façon à dégager des ressources pour mener à bien des programmes de réforme destinés à améliorer la gouvernance, à créer des emplois et à faire baisser la pauvreté. Sans cette assistance, la majeure partie du monde en développement ne sera pas en mesure de participer à une éventuelle reprise.

Les perspectives économiques dépendent des résultats des trois principaux moteurs de l'économie mondiale, à savoir les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon. Cela dit, les chances d'un retournement de la situation au Japon sont lointaines, et l'Union européenne

est plus occupée par la création des mécanismes nécessaires à des politiques anticycliques budgétaires et monétaires concertées que par la mise en place de ces politiques.

Ne restent donc que les Etats-Unis. Ils représentent un tiers de l'économie mondiale et ont été pour plus de la moitié de la faible reprise enregistrée en 2002 à l'échelle mondiale. Toutefois, dans ce pays, l'endettement des ménages atteint des niveaux qui pourraient devenir insoutenables. Si les investisseurs étrangers devaient placer leur argent dans tout autre pays que les Etats-Unis dont la monnaie est la monnaie de réserve mondiale, ils verraient dans l'ampleur du déficit extérieur un motif suffisant pour retirer leurs capitaux. Aux Etats-Unis, les gains de productivité ces dernières années ont été remarquables mais le tassement de la croissance de la demande pourrait entraîner d'autres licenciements. Le taux de chômage, qui a déjà augmenté de près de moitié depuis deux ans pour atteindre 6 pour cent, pourrait s'accroître ce qui nuirait à la confiance des consommateurs.

En cette période difficile du cycle économique mondial, pour diminuer les risques d'une baisse supplémentaire de la croissance et renforcer les sources potentielles de reprise, il faut examiner dûment les mesures concertées qui permettront de faire baisser le chômage et la pauvreté. Pour soutenir dans le monde en développement le taux de croissance de l'emploi nécessaire pour créer un milliard d'emplois au cours des dix prochaines années, les gouvernements doivent surmonter trois ensembles de difficultés structurelles fondamentales.

Tout d'abord, la demande de main-d'œuvre dans l'économie formelle est faible et, souvent, elle diminue. Dans les deux pays les plus peuplés de la planète, l'Inde et la Chine, la croissance de la production a une faible intensité de main-d'œuvre. Les réformes structurelles et la recherche d'une plus grande compétitivité se traduisent par des compressions d'emplois dans les secteurs en expansion, et par des licenciements dans les secteurs traditionnels. Une évolution analogue se manifeste dans les économies en transition de l'Europe centrale et de l'Est, en Afrique du Sud et dans certains pays de l'Amérique latine. Etant donné la très faible intensité de main-d'œuvre de la croissance de la production, les taux de cette croissance doivent être très élevés si l'on veut créer assez d'emplois nécessaires pour faire face tant à l'expansion de la main-d'œuvre qu'aux licenciements entraînés par les changements structurels. Quel que soit le scénario envisagé, il y a peu de chances que ces taux soient atteints. Un cadre macroéconomique permettant de stimuler les investissements à forte intensité d'emploi est donc essentiel. Des programmes d'infrastructure du secteur public doivent montrer la voie et aller de pair avec des mesures en faveur du secteur privé pour l'inciter à créer des emplois.

Deuxièmement, les décideurs doivent veiller particulièrement à ce que les pays en développement et les membres les plus pauvres de la société soient moins vulnérables aux chocs extérieurs. L'exemple récent de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est montre comment des chocs économiques peuvent se propager, s'amplifier et entraîner une hausse du chômage et de la pauvreté. Des politiques macroéconomiques anticycliques sont importantes pour atténuer les effets négatifs des ralentissements ou des récessions sur l'emploi. Les institutions internationales doivent avoir les moyens d'aider les pays qui sont les moins capables de financer ces politiques avec leurs propres ressources. Des politiques actives du marché du travail, y compris des mesures de protection sociale, sont essentielles dans une approche intégrée destinée à diminuer l'insécurité économique dans le monde globalisé. A long terme, les stratégies de développement devraient viser à tirer les économies vers le haut de la chaîne mondiale de valeur et à obtenir une plus grande part des dividendes créés par l'expansion du commerce. A cette fin, il faudra diversifier la base de production pour répartir et atténuer les risques de vulnérabilité, baisser les barrières douanières qu'imposent les pays industriels aux biens manufacturés, atténuer l'exposition aux fluctuations des exportations de produits de base et réduire la protection dont bénéficie le secteur agricole des pays riches. Il faudra aussi prévoir des infrastructures de transport,

d'énergie et de communications plus solides pour relier les régions les plus pauvres aux marchés nationaux et internationaux, et actualiser et renforcer les qualifications de la main-d'œuvre en investissant davantage dans l'éducation et la formation.

Troisièmement, la pauvreté elle-même entrave la croissance de l'emploi. Elle fait que les travailleurs manquent d'instruction et de qualifications pour obtenir un emploi, que leur santé est trop fragile pour qu'ils puissent travailler de façon productive et que leur manque de moyens, conjugué avec des pratiques discriminatoires répandues, les cantonne en bas du marché du travail. Il faut donc des politiques en faveur des pauvres pour les aider, femmes et hommes, à obtenir des emplois productifs et rémunérateurs dans des conditions de liberté, de sécurité et de dignité humaine. Les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, qui constituent de plus en plus le cadre de l'aide au développement international, doivent être axés sur la promotion de l'emploi. Cela suppose de favoriser l'expansion des petites et moyennes entreprises et leur intégration dans l'économie formelle, ainsi que les investissements dans les systèmes d'éducation et de soins de santé, afin que la population active soit plus apte à travailler de façon productive. En outre, il est essentiel de mettre un terme aux restrictions au droit syndical et de lutter contre la discrimination et contre le travail des enfants et le travail forcé pour développer les capacités économiques, sociales et politiques des personnes démunies.

Pour faire face aux difficultés grandissantes en matière d'emploi, il faut des stratégies intégrées qui placent le travail décent au centre des politiques économiques et sociales. Trop souvent, lorsqu'ils définissent leurs priorités, les gouvernements ne se soucient qu'incidemment de l'emploi. Une croissance économique plus forte est nécessaire mais cela ne suffit pas pour améliorer les perspectives globales d'emploi. Définir une reprise favorable aux personnes démunies et axée sur l'emploi, tel est le défi qui se pose.

Références

- Arndt, C.; Wobst, P. 2002: *HIV/AIDS and labour markets in Tanzania*, Discussion Paper No. 102, Trade and Macroeconomics Division. Washington, DC, International Food Policy Research Institute.
- Berger, S.; Harasty, C. 2002: *World and Regional Employment Prospects: Halving the world's working poor by 2010*, Employment Paper 2002/38, Genève, BIT.
- BIT, 2001: *Population active 1950-2010*, 4^e édition (Rev. 1), Genève.
- A paraître: *Panorama Laboral 2002 – America Latina y Caribe*, Lima.
- FMI, 2000: *Perspectives de l'économie mondiale*, Washington, DC (sept.).
- FMI, 2002: *Perspectives de l'économie mondiale*, Washington, DC (sept.).
- OCDE, 2002: *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – 2002*, Paris.
- CEE-ONU, 2002: *Economic Survey of Europe, 2002*, n° 1, Genève, Nations Unies.
- Conseil mondial du tourisme et des voyages, 2002: *Tourism satellite accounts*, Londres.